

Démarche	: DEALM 976_Demande de subvention Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) ou Fonds Barnier - Collectivités territoriales / Associations
Organisme	: Service Environnement et Prévention des Risques, DEALM

Identité du demandeur

Email	<input type="text"/>
Etablissement SIRET	<input type="text"/>
Dénomination	<input type="text"/>
Forme juridique	<input type="text"/>

Formulaire

Procédure dématérialisée de demande de subvention FPRNM. Le temps de remplissage affiché est sur-estimé.

DEMANDE DE SUBVENTION FPRNM

Ce formulaire est destiné aux collectivités, établissements publics et associations voulant réaliser une demande au titre du FPRNM. Ce formulaire correspond aux demandes suivantes :

- 1) Dépenses de relogement temporaire des personnes exposées ou sinistrées (RT)
 - 2) Diagnostics et travaux de réduction de la vulnérabilité dans un programme d'action de prévention des inondations (RVPAPI)
 - 3) Études et actions de prévention ou de protection contre les risques naturels des collectivités territoriales (EAPCT)
 - 4) Acquisition amiable de biens exposés à un risque naturel majeur (ACQE)
 - 5) Acquisition amiable de biens sinistrés à plus de 50% par une catastrophe naturelle (ACQS)
 - 6) Expropriation de biens exposés à un risque naturel majeur (EXPRO)
 - 7) Frais de démolition des locaux à usage d'habitation édifiés sans droit ni titre dans une zone exposée à un risque naturel prévisible et aide aux occupants dans les départements et régions d'outre-mer - Mesure dite "habitat informel" (HI)
 - 8) Dépenses afférentes aux actions d'Information Préventive sur les risques majeurs (IP)
-

- <I>ATTENTION ! Le FPRNM ne participe qu'aux dépenses d'investissement. Les dépenses de fonctionnement telles que réparations, entretien courant, fonctionnement courant et maintenance d'un dispositif de surveillance... <U>sont exclues</U>.</I>

ETAPES DE LA PROCEDURE

Pour toutes questions avant le dépôt du dossier, contactez le service instructeur : rn.sepr.dealm-mayotte@developpement-durable.gouv.fr.

A - COMPLÉTER LE DOSSIER DE DEMANDE

Complétez le dossier ci-dessous avec les informations demandées. Vous pouvez enregistrer votre dossier comme brouillon si vous souhaitez procéder en plusieurs étapes.

Pour vous aider, consultez <https://doc.demarches-simplifiees.fr/tutoriels/tutoriel-usager>.

Selon votre demande, des pièces justificatives sont à fournir (Liste des PJ sur la page dédiée aux différentes mesures sur le site de la DEALM rubrique Fonds Barnier). Des pièces complémentaires pourront également vous être demandé au moment de l'instruction de votre dossier.

Pour valider votre demande, cliquez sur "déposer votre dossier". Vous recevrez automatiquement un accusé de dépôt de dossier ne valant pas accusé de réception. Cet accusé de dépôt permet le démarrage des études et des travaux mais ne vaut pas acceptation de la demande. Si votre dossier est considéré complet, il passera alors en instruction et ne sera plus modifiable.

Pour éviter toute erreur, nous vous conseillons de limiter la taille de chaque pièce jointe à 20 Mo, et de les ajouter une par une, en enregistrant votre dossier après chaque ajout.

B - RECEVABILITE DU DOSSIER

Dans un délai de 2 mois à compter de la date d'accusé de réception de votre demande par le service instructeur, celui-ci vous informera de la recevabilité de votre dossier et, si besoin, des éléments complémentaires à fournir .

C - INSTRUCTION

Le service instructeur dispose d'un délai de 8 mois à compter de la date d'accusé de réception pour rendre une décision.

- <U>Si décision favorable</U> : vous recevrez une notification d'acceptation de votre dossier dans démarches simplifiées. À compter de sa notification, vous disposez de 2 ans pour commencer les opérations. Le projet réalisé doit être conforme à l'arrêté préfectoral pour bénéficier de la subvention. Vous disposez d'un délai de 12 mois à compter de la date d'achèvement de l'opération pour solliciter le versement de la subvention.

- <U>Si décision défavorable</U> : le refus d'attribution de subvention sera notifié dans démarches simplifiées.

- <U>Si aucune décision</U> ne vous a été donnée dans un délai de 8 mois votre demande est rejetée implicitement.

Pour plus d'information, contactez le service instructeur : rn.sepr.dealm-mayotte@developpement-durable.gouv.fr.

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Numéro de SIRET

SIRET

Dénomination

Nom de la collectivité territoriale ou de l'association**Statut de la collectivité (Commune, Communauté de communes...) ou de l'association****Nom du représentant légal de la collectivité / association****Prénom du représentant légal de la collectivité / association****Adresse****Numéro de téléphone****Adresse électronique****En cas de groupement de commandes, de délégation ou assistance à maîtrise d'ouvrage, liste de (des) collectivité(s) territoriale(s) et/ou de leur(s) groupement(s), concerné(s) :**

Exemple : réalisation de plusieurs actions d'un PAPI ou réalisation d'un programme d'études ou de travaux pour plusieurs collectivités par un seul maître d'ouvrage...

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Insérer ici la pièce justificative de la (des) convention(s) donnant délégation de l'opération prévue par les collectivités listées précédemment :

Si possible réunir en un seul fichier toutes les délégations si plusieurs collectivités sont concernées. Sinon ajouter les documents dans "autre pièce complémentaire".

PERSONNE EN CHARGE DU DOSSIER**Civilité**

Mme

Nom

Prénom

Fonction

Téléphone

Adresse électronique

DESCRIPTION DU PROJET

Indiquer le type de mesure sollicitée

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- 1) Dépenses de relogement temporaire des personnes exposées ou sinistrées (RT)
- 2) Diagnostics et travaux de réduction de la vulnérabilité dans un programme d'action de prévention des inondations (RVPAPI)
- 3) Études et actions de prévention ou de protection contre les risques naturels des collectivités territoriales (EAPCT)
- 4) Acquisition amiable de biens exposés à un risque naturel majeur (ACQE)
- 5) Acquisition amiable de biens sinistrés à plus de 50% par une catastrophe naturelle (ACQS)
- 6) Expropriation de biens exposés à un risque naturel majeur (EXPRO)
- 7) Frais de démolition des locaux à usage d'habitation édifiés sans droit ni titre dans une zone exposée à un risque naturel prévisible et aide aux occupants dans les départements et régions d'outre-mer - Mesure dite "habitat informel" (HI)
- 8) Dépenses afférentes aux actions d'information préventive sur les risques majeurs (IP)

Nom(s) du/ des communes concerné(s) par le projet

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

- Acoua
- Bandraboua
- Bandrélé
- Bouéni
- Chiconi
- Chirongui
- Dembéni
- Dzaoudzi-L'abattoir

DEALM 976_Demande de subvention Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM)

- Kani-Kéli
- Koungou
- Mamoudzou
- Mtsangamouji
- Mtsamboro
- Ouangani
- Pamandzi
- Sada
- Tsingoni

Indiquez si le projet est réalisé dans le cadre d'un Programme d'Actions et de Prévention des Inondations (PAPI)

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- Oui
- Non

Intitulé de l'opération

Indiquer brièvement le type d'opération

Exemples :

- Choix 1 (RT) : évacuation ou relogement de la famille XXXXX
- Choix 2 (RVPAPI) : création d'une zone refuge
- Choix 3 (EAPCT PAPI) : indiquez le numéro de l'axe du PAPI, le numéro de l'action et le titre de l'action
- Choix 3 (EAPCT hors PAPI) : travaux de confortement de la falaise située à XXXXX
- Choix 4 (ACQE), 5 (ACQS), 6 (EXPRO) : acquisition d'un bien situé à XXXXX
- Choix 7 : Démolition de la maison de Mr XXXXX
- Choix 8 : Actions de sensibilisation au risque inondation

Indiquez le type d'opération faisant l'objet de la demande

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- Étude/ Diagnostic
- Travaux
- Animation
- Information préventive
- Acquisition amiable
- Évacuation-relogement
- Expropriation

Contexte et description détaillé de l'opération

Lieu de réalisation, nature de l'opération (étude, travaux, relogement...), étapes, objectifs poursuivis, résultats attendus (connaissance, réduction de la vulnérabilité, protection, prévention...), solutions envisagées pour mettre fin à la situation à risque...

IDENTIFICATION DU BIEN CONCERNÉ PAR LA DEMANDE

La demande concerne t'elle un bien ?

Cochez la mention applicable

 Oui Non**Localisation de l'opération et identification du ou des parcelles cadastrales concernées**

Utiliser les outils graphiques proposés en haut à gauche de la carte dynamique.

Vous pouvez sélectionner toutes les unités foncières concernées (polygone)

Adresse du bien concerné par le projet**Type de bien(s)**

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

 Maison individuelle Immeuble collectif Autre(s)**Si autre(s), veuillez précisez**

Local à usage professionnel, camping...

Occupation du bien

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

 Par le propriétaire Par le locataire Vacant**Type d'occupation**

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

 Habitat principal Habitat secondaire Autre**Nom du/ des personne(s) relogée(s)**

Le cas échéant, pour les choix 1 (RT), 4 (ACQE), 5 (ACQS), 6 (EXPRO), 7 (HI)

INFORMATIONS FINANCIÈRES

La collectivité territoriale doit apporter une participation minimale à hauteur de 20 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable (article L.1111-10 du code général des collectivités territoriales).

Références bancaires : NOM DE LA BANQUE

Références bancaires : IBAN

Références bancaires : BIC

Coût prévisionnel global du projet en euros (€)

Taux de subvention FPRNM (%)

Autre(s) subvention(s)

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Si oui, indiquez les autres subventions sollicitées

Financeur(s) et montant(s)

Montant de la subvention fonds Barnier sollicitée

(Coût total de l'opération - autres financements) x taux de subvention FPRNM

DEROULEMENT DU PROJET

Date prévisionnelle de commencement d'exécution pour les opérations, ou date de décision d'évacuation, d'expropriation ou d'acquisition

ATTENTION ! L'opération ne doit pas avoir débuté avant que le dossier n'ait été déposé sur la plateforme (sauf pour les mesures d'évacuation). Ne pas signer de devis, bons de commande relatifs aux travaux, avant dépôt.

Les travaux peuvent débuter après le dépôt du dossier sans certitude de l'éligibilité de votre demande de subvention.

En cas d'accord de subvention, les travaux doivent obligatoirement avoir débuté dans les deux ans à compter de la notification de l'arrêté préfectoral qui vous sera transmis.

DEALM 976_Demande de subvention Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM)

Date prévue d'achèvement pour les opérations ou date prévisionnelle de fin de situation pour les évacuations, expropriation ou acquisition

Vous disposez de 12 mois à compter de la date d'achèvement pour obtenir le paiement de la subvention. Au-delà de cette date, l'arrêté de subvention est caduque.

Au cours de l'opération, vous pouvez solliciter une demande de prorogation d'un an si les travaux se terminent hors délais. Dans ce cas, il faudra en faire la demande au service instructeur, avant la date mentionnée ici, et transmettre une attestation de début de travaux.

Un arrêté d'évacuation ou de péril a-t-il été pris ?

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- Oui
- Non
- En cours
- Je ne sais pas

Date de l'arrêté

Un arrêté de catastrophe naturelle (CATNAT) a-t-il été pris ?

Pour information, la demande est déposée par la mairie en préfecture

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- Oui
- Non
- En cours
- Je ne sais pas

Date de l'arrêté

PIECES JUSTIFICATIVES

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Courrier de demande de subvention daté et signé

OBLIGATOIRE POUR TOUTE DEMANDE

A fournir avec indication de l'autorité expropriante et la demande d'acquisition ou d'expropriation pour les choix 4 (ACQE), 5 (ACQS), 6 (EXPRO)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- RIB

OBLIGATOIRE POUR TOUTE DEMANDE

Le RIB est OBLIGATOIREMENT au nom du demandeur. En cas d'attribution de subvention, lorsque le paiement sera demandé après réalisation de l'opération, le montant sera versé sur le compte précisé dans le présent formulaire

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Délibération de la collectivité autorisant la réalisation de l'action envisagée

OBLIGATOIRE POUR TOUTE DEMANDE

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Calendrier prévisionnel avec phasage des opérations

OBLIGATOIRE POUR TOUTE DEMANDE

Pièces jointes supplémentaires à fournir pour le choix 1 (RT)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Justificatifs (devis, études préalables ou tous autres documents, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis), permettant d'apprécier le montant de la subvention demandée

Par exemple : bail locatif signé du nouveau logement avec le montant des loyers

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Justificatif(s) de propriété

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Rapport d'expert permettant d'apprécier l'importance et la gravité de la menace pour les vies humaines – notion d'imminence du risque

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Arrêté d'évacuation ou de péril pris par l'autorité de police compétente

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Arrêté d'état de catastrophe naturelle

Si reconnaissance CATNAT

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Attestation d'assurance précisant le versement ou non versement d'indemnités

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Document attestant de la non-mobilisation du FARU

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Subventions versées à la collectivité sur production d'un rapport circonstancié établi par le maire de la commune concernée comportant :

- Une description des risques ayant occasionné l'évacuation ;
- Une copie de l'arrêté d'évacuation ;
- Une copie des justificatifs des dépenses engagées ;
- L'indication des mesures envisagées pour le retour des personnes évacuées et leur relogement définitif.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Plan de situation de la zone du projet avec indication complète de la référence cadastrale et récapitulatif des parcelles et propriétés concernées

Pièces jointes supplémentaires à fournir pour le choix 2 (RVPAPI)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Programme prévisionnel du ou des postes animateurs sur la période concernée par la demande spécifiant, pour chaque axe du PAPI, les objectifs et les réalisations attendues de l'année ainsi que le temps approximatif dédié (en pourcentage d'ETP). Il sera sous la forme du tableau ci-joint en annexe du présent formulaire (tableau de suivi PAPI). Ce tableau pourra ensuite être complété au moment de la demande de solde (colonne bilan).

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Fiches de postes du ou des animateurs

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Diagnostic de vulnérabilité identifiant les travaux pour la réduction de la vulnérabilité du bien mené sous la maîtrise d'ouvrage de la structure porteuse du PAPI

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Justificatifs (devis, études préalables ou tous autres documents, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis), permettant d'apprécier le montant de la subvention demandée

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Document attestant de la souscription pour les biens concernés d'un contrat d'assurance dommages en cours de validité

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- La (les) pièce(s) justificative(s) relative(s) à la valeur vénale ou estimée des biens concernés

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- En cas de sinistre déjà survenu :

- Une attestation de l'entreprise d'assurance du propriétaire indiquant le montant des indemnités versées au titre de la garantie contre les effets des catastrophes naturelles et la nature des travaux de remise en état pour lesquels ces indemnités ont été versées
- Copie des factures d'entreprises ayant réalisé ces travaux ou, dans le cas où ces travaux n'ont pas été réalisés, un devis détaillé permettant d'identifier les travaux de remise en état susceptibles de contribuer à la réalisation des opérations, études et travaux de prévention et le surcoût éventuel généré par ces derniers

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Le (les) devis relatif(s) aux opérations faisant l'objet de la demande d'aide

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Dans le cas où les travaux sont exécutés par un exploitant ou un gestionnaire locataire des biens :

- Une déclaration sur l'honneur du locataire selon laquelle le propriétaire ne s'est pas opposé aux travaux et n'a pas déclaré les entreprendre lui-même.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Plan de situation de la zone du projet avec indication complète de la référence cadastrale et récapitulatif des parcelles et propriétés concernées

Pièces jointes supplémentaires à fournir pour le choix 3 (EAPCT)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Justificatif(s) (devis, études préalables ou tous autres documents, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis), permettant d'apprécier le montant de la subvention demandée

Par exemple : devis détaillés des opérations, études et travaux nécessaires. Le devis doit être spécifique à l'opération mentionnée (il ne doit pas mentionner d'autres travaux ou études qui ne seraient pas liés à l'opération décrite)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Tout documents permettant de justifier de la fiabilité et de l'engagement du maître d'ouvrage, de la pertinence du projet au regard de la politique de prévention des risques et du contexte local, des délais opérationnels et financiers

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Pour les travaux, une étude adaptée au montant de la dépense envisagée, comparant les avantages et inconvénients en termes de réduction du risque, d'économie, de délai ou de faisabilité technique pour les différentes possibilités d'intervention

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Pour les opérations relatives aux petits systèmes d'endiguement (inférieurs à 2 M€ HT), un rapport d'analyse

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Pour les opérations portant sur le risque sismique : un rapport d'analyse justifiant l'intérêt du projet et la conformité au cadre d'actions pour la prévention du risque sismique (Capris)6 ; et le cas échéant l'analyse et la justification du choix de la solution de démolition-reconstruction à la solution du renforcement parasismique

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Plan de situation de la zone du projet avec indication complète de la référence cadastrale et récapitulatif des parcelles et propriétés concernées

Pièces jointes supplémentaires à fournir pour le choix 4 (ACQE)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Copie du contrat d'assurance justifiant pour chaque bien de la couverture par la garantie CatNat, et le cas échéant, une attestation de l'assureur indiquant le montant des indemnités versées au titre de la garantie CatNat

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Le cas échéant, une copie des factures d'entreprises ayant réalisé les travaux indemnisés au titre de la garantie CatNat

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Copie de l'estimation de France Domaine de la valeur vénale du bien hors risque et avant sinistre éventuel

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Devis estimatif du coût des mesures envisagées après acquisition de l'unité foncière pour en limiter l'accès et en empêcher toute occupation

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Tout autre justificatifs (devis, études préalables ou tous autres documents, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis), permettant d'apprécier le montant de la subvention demandée

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Rapport d'expert permettant d'apprécier l'importance et la gravité de la menace pour les vies humaines (caractérisation de l'aléa au regard du danger potentiel pour le/les vies humaine(s) : gravité, dynamique, probabilité délais d'occurrence ; ainsi que la nature et degré de l'exposition au danger des personnes : type et caractéristiques de l'occupation ou utilisation du sol incluant une présence humaine) – notion d'imminence du risque

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Rapport justifiant l'absence de moyen de protection et de sauvegarde moins coûteux que l'acquisition amiable (analyse du coût et l'efficacité de ces moyens)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Justificatif(s) de propriété

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

-

Pièces jointes supplémentaires à fournir pour le choix 5 (ACQS)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Copie du contrat d'assurance justifiant pour chaque bien de la couverture par la garantie CatNat, et le cas échéant, une attestation de l'assureur indiquant le montant des indemnités versées au titre de la garantie CatNat

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Le cas échéant, une copie des factures d'entreprises ayant réalisé les travaux indemnisés au titre de la garantie CatNat

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Copie de l'estimation de France Domaine de la valeur vénale du bien hors risque et avant sinistre éventuel

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Devis estimatif du coût des mesures envisagées après acquisition de l'unité foncière pour en limiter l'accès et en empêcher toute occupation

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Tout autre justificatifs (devis, études préalables ou tous autres documents, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis), permettant d'apprécier le montant de la subvention demandée

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Extrait de la cartographie réglementaire du document d'urbanisme ou copie de toute décision prise par l'autorité compétente en matière d'urbanisme déclarant inconstructible l'unité foncière à acquérir

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Rapport d'expert permettant d'apprécier l'importance et la gravité de la menace pour les vies humaines (caractérisation de l'aléa au regard du danger potentiel pour le/les vies humaine(s) : gravité, dynamique, probabilité, délais d'occurrence ; ainsi que la nature et degré de l'exposition au danger des personnes : type et caractéristiques de l'occupation ou utilisation du sol incluant une présence humaine) – notion d'imminence du risque

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Rapport justifiant l'absence de moyen de protection et de sauvegarde moins coûteux que l'acquisition amiable (analyse du coût et l'efficacité de ces moyens)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Justificatif(s) de propriété

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Plan de situation de la zone du projet avec indication complète de la référence cadastrale et récapitulatif des parcelles et propriétés concernées

Pièces jointes supplémentaires à fournir pour le choix 6 (EXPRO)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Un ou plusieurs rapports d'expert portant notamment sur :

- Aléa : le zonage, l'identification et la caractérisation de l'aléa au regard du danger potentiel pour les vies humaines (gravité, dynamique, probabilité et délais d'occurrence) sur l'ensemble de la, zone et sur la parcelle ;
- Enjeux et vulnérabilité : la nature et le degré de l'exposition au danger des personnes (type et caractéristiques de l'occupation ou de l'utilisation du sol incluant une présence humaine, nombre de personnes concernées, mesures de protection et de sauvegarde existantes) ;
- Comparaison des coûts : le coût et l'efficacité des moyens de protection et de sauvegarde éventuellement

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Justificatif(s) de propriété

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Arrêté d'état de catastrophe naturelle

Si reconnaissance CATNAT

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Evaluation du coût des mesures nécessaires pour la limitation d'accès et la démolition éventuelle des biens

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Le cas échéant (à fournir en PJ "Autres pièces utiles") :

- Les décisions de sauvegarde prises par les autorités compétentes (mesure de déclaration d'inconstructibilité des terrains, arrêté de péril, travaux d'urgence),
- Les extraits pertinents du document d'urbanisme et/ou du PPR applicables,
- L'arrêté interministériel portant constatation de l'état de catastrophe naturelle intéressant tout ou partie de la zone concernée,
- L'indication du montant des indemnités d'assurance éventuellement perçues au titre de la garantie catastrophes naturelles par les propriétaires concernés.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Avis du service des domaines portant estimation de la valeur des biens et des indemnités d'expropriation

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Plan de situation de la zone du projet avec indication complète de la référence cadastrale et récapitulatif des parcelles et propriétés concernées

Pièces jointes supplémentaires à fournir pour le choix 7 (HI)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Justificatif(s) (devis, études préalables ou tous autres documents, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis), permettant d'apprécier le montant de la subvention demandée

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Justificatifs permettant de prouver que l'occupant est à l'origine de l'édification des locaux et de bonne foi

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Justificatifs permettant de prouver l'occupation continue et paisible depuis de plus de 10 ans

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Justificatifs permettant de prouver que l'occupant n'a pas fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion depuis moins de 10 ans

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Plan de situation de la zone du projet avec indication complète de la référence cadastrale et récapitulatif des parcelles et propriétés concernées

Pièces jointes supplémentaires à fournir pour le choix 8 (IP)

DEALM 976 Demande de subvention Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Justificatifs (devis, études préalables ou tous autres documents, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis), permettant d'apprécier le montant de la subvention demandée

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Tout document permettant de justifier de la fiabilité et de l'engagement du maître d'ouvrage, de la pertinence du projet au regard de la politique de prévention des risques et du contexte local, notamment (objectifs du projet, populations concernées, niveau d'exposition aux risques, bénéfices attendus) et indicateurs de réussite des délais opérationnels et financiers.

Voulez-vous fournir des pièces complémentaires ?

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- Oui

- Non

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Autre pièce utile - 1

Si besoin, pièce supplémentaire permettant une meilleure compréhension du projet (plans, photos, fiches techniques...)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Autre pièce utile - 2

Si besoin, pièce supplémentaire permettant une meilleure compréhension du projet (plans, photos, fiches techniques...)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Autre pièce utile - 3

Si besoin, pièce supplémentaire permettant une meilleure compréhension du projet (plans, photos, fiches techniques...)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Autre pièce utile - 4

Si besoin, pièce supplémentaire permettant une meilleure compréhension du projet (plans, photos, fiches techniques...)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Autre pièce utile - 5

Si besoin, pièce supplémentaire permettant une meilleure compréhension du projet (plans, photos, fiches techniques...)

ENGAGEMENT DU DEMANDEUR

Je soussigné(e)

(Nom, Prénom)

En ma qualité de représentant légal du porteur de projet, demande à bénéficier d'une subvention de l'État, au titre du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM), pour la réalisation du projet précité,

Cochez la mention applicable

- Oui

- Non

DEALM 976_Demande de subvention Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM)

J'atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements indiqués dans le présent formulaire, les pièces jointes ainsi que les données ci-dessous

- Que les informations ou données portées dans la présente demande d'aide ou provenant d'un système d'échange de données mentionné à l'article L.113-12 du code des relations entre le public et l'administration, notamment celles relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ainsi que, le cas échéant, l'approbation du budget par les instances statutaires, sont exactes et sincères ;
- Que l'organisme bénéficiaire de l'aide est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables ;
- Que ce projet n'a pas reçu à ce jour de commencement d'exécution, et n'aura pas reçu de commencement d'exécution avant la date de réception par l'administration de la présente demande de subvention (le commencement se détermine à compter du premier acte juridique qui lie le bénéficiaire de l'aide au fournisseur ou au prestataire : bon de commande, devis signé, premier virement quel qu'en soit le montant, engagement écrit...)

Cochez la mention applicable

Oui

Non

M'engage à

- Fournir au service instructeur (DEALM de Mayotte), les documents papiers nécessaires à l'instruction de mon dossier si ceux-ci ne peuvent être fournis en ligne ;
- Informer le service instructeur (DEALM de Mayotte), de l'avancement de mon projet et de l'avertir en cas d'arrêt ou de modification de mon projet notamment du plan de financement ou de toute autre modifications tel que décrit ci-dessus et dans les pièces annexées à la présente demande ;
- Utiliser la subvention qui m'est allouée pour la mise en œuvre de l'opération mentionnée et au paiement des prestations facturées ;
- Conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire ;
- Accepter et faciliter les contrôles ;
- Certifie être conforme aux obligations réglementaires, notamment que l'opération répond aux obligations liées à la loi sur l'eau (déclaration ou autorisation) et à la réglementation des espèces protégées qui la concerne,

Cochez la mention applicable

Oui

Non

Suis informé(e) que

- En cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, je devrai rembourser en tout ou partie les sommes perçues, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Cochez la mention applicable

Oui

Non